

### III. La lente dégradation du rapport de forces : la contre-offensive patronale

Du 25 février au 16 avril, les travailleurs du Mans se sont retrouvés seuls à mener leur « grève de l'enthousiasme ».

Après la reprise du travail à Billancourt, l'usine du Mans prit le relais. C'est l'une des usines de la Régie où l'emprise du PCF et de la CGT est la plus forte : en fait la désorganisation de la production s'est effectuée à la suite d'initiatives de la direction de la CGT, mais s'est poursuivie grâce à une combativité très forte qui n'était plus entièrement maîtrisée par les directions syndicales.

A Billancourt, le cassage de la CGT a largement démoralisé les travailleurs, entraînant une défiance massive non seulement vis-à-vis des directions syndicales, mais aussi vis-à-vis des propositions d'action qui seront faites dans le mois qui a suivi la semaine décisive. En Normandie, à Cléon et Sandouville quelques actions auront lieu contre le chômage partiel, elles retomberont vite en l'absence de perspectives de lutte unifiante.

Il n'empêche qu'elles auront été particulièrement massives. Le 18 mars 4 à 5000 travailleurs des deux équipes, ont fait trois heures de grève à Cléon. La semaine du 18 au 23 mars aura été la période où l'action a été la plus intense à Cléon. Mais les jeux étaient déjà faits à Billancourt et le cordon sanitaire toujours aussi bien tendu autour du Mans. Encore un mouvement tronçonné !

La revendication de deux cinquante francs pour tous concernait à l'évidence les 100.000 travailleurs de la Régie. La forme de lutte utilisée, la grève de l'enthousiasme consistant à baisser les cadences frayait la voie à une riposte généralisée fondée sur ce mode d'action. Ainsi malgré le morcellement des directions syndicales, l'action des travailleurs posait encore la question de la généralisation. C'est ce que la direction de la CGT a persisté à refuser : elle a même été jusqu'à déclarer que les 250 F pour tous étaient la traduction particulière pour le Mans de la demande d'augmentation de salaires.

C'est par l'annonce de 17 licenciements que la direction de la Régie engagea la contre-offensive à Billancourt. Pendant quelques jours, les quatorze travailleurs du rang licenciés viendront travailler, mais bien vite cette forme de lutte est abandonnée. C'est la direction qui oblige les licenciés à rendre leur outillage. Après la reprise du travail, le PCF parle à nouveau des 14 licenciés.

La CGT explique que les licenciements sont une diversion de la direction et qu'il ne faut pas tomber dans le piège en engageant des actions sur ce problème. Les licenciés ont été bien oubliés pendant le conflit et à aucun moment les directions syndicales n'ont fait de la réintégration des 14 licenciés un préalable aux négociations.